



Le 30 juillet 2014

Expédié par courriel : Finapbc-cpb@parl.gc.ca

Monsieur James Rajotte
Président du Comité permanent des finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Mémoire prébudgétaire fédéral 2015

Monsieur le Président,

L'Ontario Municipal Social Services Association (OMSSA) et ses membres exhortent le gouvernement fédéral de mettre en œuvre un plan d'action qui offrira aux Canadiens et aux Ontariens les mesures de soutien au marché du travail attendues depuis longtemps. Ces mesures de soutien renforceront l'économie, la santé et le bien-être des Ontariens et des Canadiens.

L'OMSSA représente le personnel des administrations municipales ontariennes qui œuvrent dans le domaine des services sociaux. Les membres de l'OMSSA planifient, gèrent, financent et mettent en œuvre des services communautaires et sociaux, y compris des services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants, de soutien à l'emploi et au revenu, en plus de programmes de prévention de l'itinérance et d'aide au logement en Ontario.

L'OMSSA invite le gouvernement à examiner les propositions suivantes dans le cadre de son exercice de détermination des priorités budgétaires pour 2014 :

- établir et financer un plan national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants;
- établir et financer une stratégie nationale sur le logement durable, et veiller au renouvellement du financement fédéral destiné au logement abordable sur le point de prendre fin.

OMSSA - Mémoire prébudgétaire fédéral 2015
Juillet 2014

Établir et financer un plan national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants

L'accès à des services de garde d'enfants revêt une importance cruciale pour le bien-être des enfants canadiens et de leur famille. Il s'agit aussi d'une mesure clé de soutien au marché du travail dont bon nombre de familles ont besoin pour pouvoir obtenir et conserver un emploi. Les services de garde d'enfants sont tout aussi importants pour la vigueur et la croissance de l'économie et du marché du travail que la constitution d'une main-d'œuvre compétente et scolarisée.

Il est reconnu que l'accès à des services de garde est aussi à la base de la diminution de la pauvreté. Pour les parents qui ont un faible revenu, la capacité d'aspirer à une indépendance financière est souvent liée à la disponibilité de services de garde fiables. L'accès à des services de garde abordables permet aux parents de se préparer à intégrer la population active, et à y participer, car ils peuvent suivre de la formation, se recycler, chercher un emploi et le conserver.

La participation à la population active signifie en retour que les parents dépendent moins de l'aide sociale. L'investissement dans l'éducation préscolaire et les services de garde d'enfants est non seulement la solution sur mesure pour les familles canadiennes, mais aussi la solution logique sur le plan économique.

Les investissements dans les services de garde d'enfants stimulent l'économie en créant des emplois nouveaux et durables dans divers secteurs. Les services de garde d'enfants sont aussi une partie importante du développement économique. La disponibilité et l'abordabilité des services de garde sont des facteurs importants pour attirer les jeunes professionnels talentueux, et les sociétés qui les recrutent, dans les villes canadiennes.

Selon les Services économiques TD, les programmes d'aide à la petite enfance offrent le rendement optimal pour les investissements dans le capital social. Pour chaque dollar investi dans l'éducation préscolaire, le rendement varie de 1,49 à 2,78 \$¹. Cela signifie que l'évitement de coûts ou les épargnes réalisées grâce aux investissements dans les services à la petite enfance contribuent à garnir les coffres du gouvernement grâce à l'impôt sur le revenu des parents qui, autrement, ne seraient pas en mesure de travailler, en plus d'entraîner une réduction des coûts sociaux, en particulier les coûts liés aux soins de santé et à l'éducation spéciale.

Les programmes d'éducation préscolaire et de garde d'enfants sont une composante intégrale de la santé des familles canadiennes et d'une économie saine, et devraient demeurer une priorité clé en matière d'investissement public. L'investissement du Canada dans les services destinés à la petite enfance reste faible par comparaison aux investissements effectués dans ce domaine ailleurs dans le monde². L'investissement dans les services de garde d'enfant devrait faire partie intégrante des stratégies que le gouvernement continue de mettre en œuvre pour édifier une économie canadienne vigoureuse et durable.

¹ Services économiques TD (2012). *Étude spéciale : L'éducation préscolaire présente des avantages généralisés et durables*. Extrait de :

http://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/di1112_EarlyChildhoodEducation_fr.pdf .

² *Childcare Resource and Research Unit. Early learning and child care: How does Canada measure up? Extrait de : www.childcarecanada.org/sites/default/files/BN_EarlyLearning06.pdf*. [en anglais seulement]

Établir et financer une stratégie nationale sur le logement abordable

L'OMSSA a pu se réjouir de voir que le budget de 2014 formulait un engagement du gouvernement fédéral en ce sens : « Le gouvernement continuera d'agir de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les municipalités, la Fédération canadienne des municipalités et d'autres intervenants communautaires pour assurer l'accessibilité et la viabilité du logement, y compris le logement social, pour les personnes dont les besoins sont les plus pressants. »

Comme le gouvernement le sait, le manque de logements abordables est un problème grave pour les Canadiens. Les données démontrent qu'environ 1,5 million de ménages – ou près de 13 % des ménages au Canada – ont des besoins impérieux en matière de logement.

En Ontario seulement :

- Plus de 158 000 ménages languissent sur des listes d'attente pour obtenir un logement abordable, une augmentation de 10 % depuis 2010.
- On compte environ 270 000 unités de logements sociaux en Ontario, dont 70 % présentent des pénuries de réserve de capital de quelque 1,215 milliard de dollars.
- On prévoit que l'Ontario aura besoin de 15 000 à 20 000 unités de logements sociaux et de location par année.
- Vingt pour cent des locataires ontariens consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement alors que la moyenne nationale est de seulement 13 %³.

Nous savons aussi que l'accès à un logement stable, sûr et abordable entraîne aussi des retombées économiques importantes :

- Chaque dollar dépensé pour le logement génère une augmentation de 1,40 \$ du produit intérieur brut (PIB).
- Pour ce qui est des rénovations et de la construction de nouveaux logements, une dépense de 1 million de dollars dans le logement génère près de trois emplois équivalents temps plein et 10 emplois indirects supplémentaires.
- Le marché du logement demeure inférieur à ce qui prévalait dans les années qui ont mené à la récession de 2008, ce qui a généré une pénurie de quelque 50 000 emplois dans le secteur de la construction.
- Le secteur du logement représente aujourd'hui 20 % du PIB canadien⁴.

Le manque d'accès à un logement adéquat et abordable est corrélé à une panoplie de conséquences négatives pour la santé et le bien-être individuel dans différentes sphères de vie, dont la santé physique, la santé mentale, l'éducation et les possibilités d'emploi.

³ Association du logement sans but lucratif de l'Ontario, *Where's Home*, 2013.

⁴ Fédération canadienne des municipalités, *La crise du logement en quelques chiffres*, 2014.

Les répercussions de l'itinérance sur le plan des coûts sont stupéfiantes. Le logement social ou supervisé coûte de 25 à 31 \$ par jour par comparaison à 69 \$ pour une place dans un abri, 143 \$ pour une place en prison et à 665 \$ par jour pour une hospitalisation dans un institut psychiatrique⁵.

En 2013, on a estimé, de façon conservatrice, qu'il en coûtait 7 milliards de dollars chaque année aux organismes communautaires, aux gouvernements et aux organismes à but non lucratif pour offrir des services d'urgence en réponse au problème de l'itinérance au Canada⁶.

Compte tenu de l'enveloppe actuelle de 13 milliards de dollars que prévoit le système pour gérer les conséquences du manque d'accès à un logement abordable, l'argument voulant que l'on effectue des investissements initiaux dans le logement abordable prend tout son sens.

L'accès à un logement abordable joue un rôle important au chapitre de la croissance économique en appuyant la participation au marché du travail et en créant des emplois. Un lieu de vie abordable et décent offre de la stabilité, ce qui en retour appuie l'emploi. Il devient très difficile d'obtenir et de conserver un emploi lorsque l'on doit se préoccuper d'avoir un toit.

Appuyer le financement du gouvernement fédéral dans le système de logement

Comme les chiffres ci-dessus l'indiquent, il faut investir davantage pour régler les problèmes rattachés au logement abordable en Ontario et au Canada. Il faut se doter d'une enveloppe de financement stable, sûre et durable.

L'OMSSA et ses membres attendent avec impatience le plan d'action du gouvernement fédéral afin de connaître ses engagements en matière de collaboration avec les intervenants clés pour trouver des solutions à ces problèmes nouveaux et troublants.

Il conviendrait en premier lieu que le gouvernement fédéral envisage de rendre permanent le financement annuel de 1,7 milliard de dollars injecté à l'échelle nationale dans les ententes sur le logement social.

Comme le gouvernement le sait, d'ici 2033, l'Ontario et toutes les provinces et tous les territoires feront face à une crise du logement, car le financement du gouvernement fédéral tire actuellement à sa fin et devrait prendre fin à ce moment.

Le logement social est un bien public valable. Alors que la fin du financement fédéral approche, bon nombre de projets de logement ontariens deviendront à risque, ce qui limitera l'accès au logement abordable et entraînera des préoccupations accrues pour ce qui est de la santé économique et sociale de notre province et du pays dans son ensemble.

Investir pour offrir un financement durable et prévisible pour le logement et les services de garde d'enfants, c'est investir dans les Canadiens, dans les Ontariens, dans la vigueur et la durabilité de notre

⁵ L'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (n.d). *Every Canadian deserves a place to call home*.

⁶ S. Gaetz, J. Donaldson, T. Richter et T. Gulliver (2013). *The State of Homelessness in Canada 2013*. Toronto: Canadian Homelessness Research Network Press.

santé économique et sociale et dans le bien-être d'aujourd'hui et de demain. Nous recommandons que le gouvernement s'engage dans le plan d'action économique du gouvernement pour 2015 à mettre en place un programme de logement et de garde d'enfants à l'échelle nationale.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kira Heineck', with a long horizontal flourish extending to the right.

Kira Heineck
Directrice générale à l'OMSSA